

ACTION URGENTE

CUBA. UN PRISONNIER D'OPINION MAINTENU EN DÉTENTION

José Daniel Ferrer García, un détracteur du gouvernement cubain, est en détention sans inculpation depuis plus de 10 jours. Amnesty International le considère comme un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression. Quarante-deux autres personnes arrêtées au même moment que cet homme ont été remises en liberté.

José Daniel Ferrer García, coordinateur de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), est détenu sans inculpation depuis le 2 avril, date à laquelle il a été interpellé, ainsi que 42 autres individus, par les forces de sécurité dans le cadre d'une répression des détracteurs du gouvernement dans la province de Santiago de Cuba. Les autres personnes placées en détention, dont Belkis Cantillo Ramírez, la femme de José Daniel Ferrer García et membre du groupe protestataire les Dames en blanc, ont toutes été libérées sans inculpation quelques jours après.

José Daniel Ferrer García est incarcéré au siège du Département de la sûreté de l'État dans la province, près de Versailles, à la périphérie de Santiago de Cuba. Il ne fait l'objet d'aucune accusation et n'est pas autorisé à s'entretenir avec un avocat.

Amnesty International a déjà adopté cet homme comme prisonnier d'opinion, en même temps que 74 individus emprisonnés en 2003 uniquement pour avoir exprimé leurs opinions de manière pacifique. José Daniel Ferrer García avait bénéficié d'une libération conditionnelle en mars 2011, après avoir purgé huit des 25 années de réclusion auxquelles il avait été condamné. Les conditions de sa libération prévoyaient qu'il pouvait être renvoyé en prison pour purger le reste de sa peine. Amnesty International pense que son arrestation vise à réprimer les activités dissidentes que cet homme et les autres membres de l'UNPACU mènent de manière pacifique dans l'est de Cuba, et adopte une nouvelle fois José Daniel Ferrer García comme prisonnier d'opinion.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer José Daniel Ferrer García immédiatement et sans condition, car Amnesty International pense qu'il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- priez-les instamment de cesser sans délai de harceler et d'intimider les citoyens qui exercent pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et d'association.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 MAI 2012 À :

Chef de l'État et du gouvernement

Raúl Castro Ruz

Presidente de la República de Cuba

La Habana, Cuba

Fax : +53 7 83 33 085 (via le ministère des Affaires étrangères) ;

+1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)

Courriel : cuba@un.int (via la

Mission de Cuba auprès de l'ONU)

Formule d'appel : *Su Excelencia, /*

Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

General Abelardo Coloma Ibarra

Ministro del Interior y Prisiones

Ministerio del Interior

Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba

Fax : +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)

Courriel :

correominint@mn.mn.co.cu

Formule d'appel : *Su Excelencia, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Procureur général

Darío Delgado Cura

Fiscal General de la República

Fiscalía General de la República

Amistad 552, e/Monte y Estrella,

Centro Habana, La Habana, Cuba

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 99/12. Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR25/012/2012/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CUBA. UN PRISONNIER D'OPINION MAINTENU EN DÉTENTION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le prisonnier d'opinion José Daniel Ferrer García a bénéficié d'une libération conditionnelle en mars 2011, après huit ans d'emprisonnement. Il faisait partie d'un groupe de 75 personnes appréhendées et condamnées dans le cadre d'une répression des dissidents cubains en mars 2003. Amnesty International considérait ces 75 individus comme des prisonniers d'opinion car ils avaient agi sans violence et avaient été emprisonnés en vertu d'une loi cubaine qui érige, de façon illégitime, l'opposition politique en infraction. José Daniel Ferrer García a été condamné à 25 ans de réclusion en raison de sa participation au projet Varela, dont l'objectif était de demander la tenue d'un référendum sur des réformes démocratiques. L'article 31.1.4 du Code pénal cubain dispose que la libération conditionnelle permet à un prisonnier de passer le reste de sa peine hors de la prison, à condition qu'il se distingue par sa « bonne conduite ».

José Daniel Ferrer García a été interpellé à la Havane le 21 février 2012 et placé en détention au secret jusqu'à sa libération sans inculpation trois jours plus tard (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR25/005/2012/fr> et <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR25/006/2012/fr>).

L'Union patriotique de Cuba (UNPACU) est un groupe d'organisations dissidentes, basées principalement dans la province de Santiago de Cuba mais également dans les provinces voisines, dans l'est de Cuba. L'UNPACU milite en faveur d'un changement démocratique à Cuba par des moyens non violents.

Depuis sa création, mi-2011, ses membres sont constamment victimes de harcèlement et de manœuvres d'intimidation, y compris des placements en détention arbitraires, de la part des autorités cubaines. Wilman Villar Mendoza, membre de l'UNPACU et prisonnier d'opinion, est mort en janvier 2012 des suites d'une grève de la faim qu'il menait pour protester contre sa condamnation à quatre ans de prison, prononcée à l'issue d'un procès sommaire. Toutes ces pratiques s'inscrivent dans le cadre d'une répression plus large visant les dissidents des provinces de l'est de Cuba, répression qui a pris de l'ampleur mi-2011 et s'est intensifiée juste avant la visite du Pape à Cuba, fin mars 2012.

Le 2 avril, une centaine d'agents du Département de la sûreté de l'État et de policiers sont arrivés au domicile de José Daniel Ferrer García à Palmarito de Cauto, dans la province de Santiago de Cuba. Ils seraient entrés par effraction et ont arrêté cet homme, ainsi que son épouse et quatre autres personnes. Trente-sept détracteurs du gouvernement ont également été interpellés au même moment à Palma de Soriano et à El Caney, toujours dans la même province.

Nom : José Daniel Ferrer García
Genre : homme

Action complémentaire sur l'AU 99/12, AMR 25/015/2012, 13 avril 2012

AMNESTY
INTERNATIONAL

